



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation au Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 1366

Texte de la question

SITUATION AU MOYEN-ORIENT

Mme la présidente . La parole est à Mme Amélia Lakrafi.

Mme Amélia Lakrafi . Cela fait bientôt un mois que l'offensive contre l'Iran a fait voler en éclats l'équilibre régional, déclenchant une crise dont les effets dépassent largement l'épicentre du conflit. Comme tous les civils pris à partie, nos compatriotes présents au Moyen-Orient subissent de lourdes répercussions. Je veux leur dire notre soutien et je tiens à saluer la coordination établie pour assurer leur sécurité et les accompagner : l'appui décisif du Centre de crise et de soutien du Quai d'Orsay, le sang-froid remarquable dont font preuve nos postes diplomatiques et consulaires, ainsi que la mobilisation des élus des Français de l'étranger.

Dans cette spirale délétère, la situation au Liban devient très préoccupante. Ce pays, si cher à notre cœur, se retrouve de nouveau pris en étau dans des affrontements que la population n'a pas voulus et dont elle paie le prix fort. Monsieur le ministre des affaires étrangères, en vous rendant sur place la semaine dernière, vous avez pu constater – comme j'ai pu le faire moi-même avant vous – l'atmosphère qui y devient chaque jour plus irrespirable. Le quotidien y est rythmé par le climat de guerre que subissent les Libanais et nos compatriotes. À cela s'ajoute la catastrophe de plus de 1 million de déplacés.

Nous connaissons la résilience des Libanais et des Français du Liban, mais elle semble cette fois-ci largement entamée – *khalass*, comme on dit, ça suffit ! L'aide de la France est réclamée à cor et à cri. Nous agissons avec nos partenaires ; vous allez nous en dire un mot. Ces efforts sont nécessaires, indispensables et très attendus, mais sommes-nous à la hauteur des besoins ? (Applaudissements sur quelques bancs des groupes Dem et LIOT. – Mme Stella Dupont applaudit également.)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Noël Barrot, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères* . Je tiens également à adresser mes remerciements aux équipes du Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, aux agents de nos postes diplomatiques et consulaires dans la région – qui ont fait face avec beaucoup de courage et de dévouement –, mais aussi à vous-mêmes, aux élus des Français de l'étranger et aux chefs d'îlot qui, dans la quinzaine de pays entraînés malgré eux dans cette guerre, se sont levés pour apporter des réponses à nos compatriotes – que ce soit pour leur rapatriement ou pour tout autre question dans cette situation si difficile. C'est notre priorité depuis quatre semaines et le déclenchement de cette escalade dangereuse et incontrôlée dans la région.

Nos pensées vont aussi aux populations civiles, qui vivent dans la terreur des bombardements, que ce soit en Israël, en Iran ou au Liban. Dans ce dernier pays, une nouvelle fois, plus de 1 million de personnes sont déplacées. J'ai pu le constater moi-même dans la banlieue sud de Beyrouth il y a quelques jours : des familles retrouvent, deux ans après, les mêmes abris qu'elles avaient dû gagner pendant l'escalade militaire de la fin

septembre 2024.

Dans ce contexte, le Hezbollah – qui a entraîné le Liban dans une nouvelle guerre – doit cesser ses frappes et Israël doit s'abstenir de toute incursion terrestre au Liban, de toute frappe visant les infrastructures civiles ou Beyrouth. Nous le reconnaissons, Israël a le droit de se défendre, mais en respectant le droit international et le droit international humanitaire. *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.)*

M. Stéphane Peu . Israël ne se défend pas !

M. Jean-Noël Barrot, *ministre* . Entre les gouvernements libanais et israélien doit s'engager une négociation, la première depuis bien longtemps, qui doit permettre – nous l'espérons – de trouver une solution politique à cette crise. *(Mme Sophie Mette applaudit.)*

Données clés

Auteur : [Mme Amélia Lakrafi](#)

Circonscription : Français établis hors de France (10^e circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1366

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 mars 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 mars 2026